
1917

*Écrit le 4 (17 novembre
1917.
Paru pour la première fois le 7
novembre 1932 dans la «Pravda»
n° 209
conforme au manuscrit*

*Œuvres t. 26, pp. 294-295,
Paris-Moscou,*

Lénine

Projet de résolution sur la liberté de la presse ^[1]

Par liberté de la presse, la bourgeoisie entendait la liberté pour les riches de publier des journaux, pour les capitalistes de mettre la main sur la presse, mainmise qui conduisait en fait partout, dans tous les pays, sans en excepter les plus libres, à la vénalité de la presse.

Par liberté de la presse, le gouvernement ouvrier et paysan entend la libération de la presse du joug du capital, la transformation en propriété de l'Etat des papeteries et des imprimeries, l'attribution à chaque groupe de citoyens qui atteint un effectif donné (10000 par exemple) d'un droit égal à l'usage d'une part correspondante des stocks de papier et d'une main-d'œuvre correspondante pour l'impression.

Comme premier pas pour atteindre ce but indissolublement lié à la libération des travailleurs du joug du capital, le Gouvernement provisoire ouvrier et paysan désigne une Commission d'enquête pour rechercher les liens qui existent entre les publications périodiques et le capital, la source de leurs fonds et de leurs recettes, leurs donateurs, les moyens qu'elles emploient pour combler leur déficit, et toute l'exploitation des journaux, en général.

Toute dissimulation de livres, de comptes et autres documents à l'égard de la Commission d'enquête, ainsi que tout témoignage notoirement mensonger sera passible du tribunal révolutionnaire.

Tous les propriétaires de journaux, tous les actionnaires, ainsi que tous les employés sont tenus de fournir immédiatement un rapport écrit et des renseignements sur les questions soulevées à la *Commission d'enquête* chargée de rechercher les liens entre la presse et le capital et la dépendance de la presse vis-à-vis du capital, à l'Institut Smolny, à Pétrograd.

La Commission d'enquête est formée des personnes suivantes [2]:

La Commission a le droit de compléter son effectif, de convoquer des experts et des témoins, d'exiger que tous les livres soient mis à sa disposition, etc.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. *Le Projet de résolution sur la liberté de la presse* fut rédigé par Lénine à l'occasion des débats ouverts à ce sujet au Comité exécutif central de Russie le 4 (17) novembre 1917.

Le 26 octobre (8 novembre) 1917, le Comité révolutionnaire militaire ordonna l'interdiction, pour propagande contre-révolutionnaire, de plusieurs journaux bourgeois, dont *Retch*, *Dien*. Le lendemain, le Conseil des Commissaires du peuple promulgua le décret sur la presse.

Le 4 (17) novembre, à la séance du Conseil exécutif central de Russie, Larine et les s.-r. de gauche Kolégaev, Karéline, Prochian et d'autres se prononcèrent contre le décret.

Lénine prononça un discours sur l'opportunité des mesures prises par le Comité révolutionnaire militaire et le Conseil des Commissaires du peuple (voir : [Séance du comité exécutif central de Russie en date du 4 \(17\) novembre 1917](#)).

Par la majorité de 34 voix (24 contre et une abstention) le Conseil exécutif central de Russie adopta une résolution de la fraction bolchévique qui approuvait la politique du Conseil des Commissaires du peuple en matière de presse. Le projet de résolution, rédigé par Lénine, ne fut pas discuté par le Conseil exécutif central de Russie. [N.E.]

[2]. Une place est laissée dans le manuscrit pour la liste des noms. (N.R.)
